

Monsieur l'Orateur,

Je sais que je me fais l'interprète de tous les députés en exprimant le profond regret qu'éprouve le Gouvernement à constater que la guerre ouverte fait maintenant rage dans le sous-continent indien.

Les hostilités proprement dites ont commencé vendredi dernier entre l'Inde et le Pakistan. Chacun des gouvernements a accusé l'autre d'avoir lancé cette dernière étape de l'affrontement tendu dont les deux pays étaient la scène depuis quelque huit mois. Les rapports en provenance du lieu des combats sont contradictoires. Il semble assez évident que ni l'un ni l'autre des deux camps n'a lancé de troupes nombreuses sur le front ouest; à l'intérieur et autour du Pakistan oriental, cependant, les troupes de l'Inde déploient des efforts considérables en vue de gagner du terrain. L'Inde a reconnu le gouvernement provisoire du Bangla Desh.

Une séance spéciale du Conseil de sécurité des Nations Unies a été convoquée d'urgence sur l'initiative de neuf membres dans le but d'étudier la situation envenimée. Le Conseil s'est réuni de nouveau dimanche et il le fera encore cet après-midi. On a déjà présenté un certain nombre de résolutions au Conseil, mais aucun consensus n'est encore en vue. Notre Ambassadeur aux Nations Unies suit les événements de près et nous tient au courant de la situation. Nous espérons que le Conseil de sécurité dégagera suffisamment de points communs pour pouvoir prendre les décisions qui s'imposent. En cas contraire, il faudra envisager la possibilité de certaines initiatives de la part de l'Assemblée générale.

Nous avons beaucoup songé, au cours du week-end, à la sécurité des citoyens canadiens qui se trouvent dans le sous-continent indien. En Inde, quelque mille Canadiens sont inscrits au Haut commissariat de Delhi. Il y a plus d'un mois, on a conseillé à ceux qui se trouvaient près de la frontière